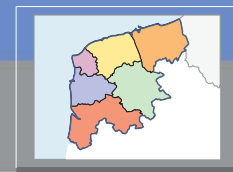


Une démographie en perte de vitesse...



... sur le territoire du Pôle métropolitain de la côte d'Opale

Le Pôle métropolitain de la Côte d'Opale (PMCO) rassemble 786 000 habitants en 2014, soit 13 % de la population des Hauts-de-France. Situé sur une large bande côtière, il est relié aux aires métropolitaines régionales par le réseau autoroutier. Après des décennies de dynamisme économique et démographique, cet espace est désormais confronté à un déficit migratoire qui se traduit par une stagnation du nombre d'habitants. À l'échelle régionale, la métropole lilloise constitue la destination privilégiée de ces migrations notamment celles des plus jeunes générations. Ce mouvement réduit la ressource de population active, par ailleurs caractérisée par la faiblesse des taux d'activité féminins.

Le Pôle métropolitain de la Côte d'Opale (PMCO) rassemble six territoires de SCoT (Schéma de cohérence territoriale), formant une large bande littorale de la frontière belge au nord à l'ancienne frontière régionale au sud, s'étendant jusqu'aux pieds des collines d'Artois à l'est (figure 1). Grâce à la présence de trois axes autoroutiers (A25, A26 et A16) le reliant aux aires urbaines métropolitaines de la région (Lille, Douai-Lens), il est le siège d'une activité économique diversifiée, avec trois ports de 1^{er} plan au niveau national (Boulogne-sur-Mer, Calais et Dunkerque) et plusieurs grands sites industriels (sidérurgiques, verriers et chimiques). La présence par ailleurs d'importantes infrastructures de tourisme et d'activités de santé permet au PMCO d'attirer très largement en dehors de son périmètre.

Une démographie en perte de vitesse

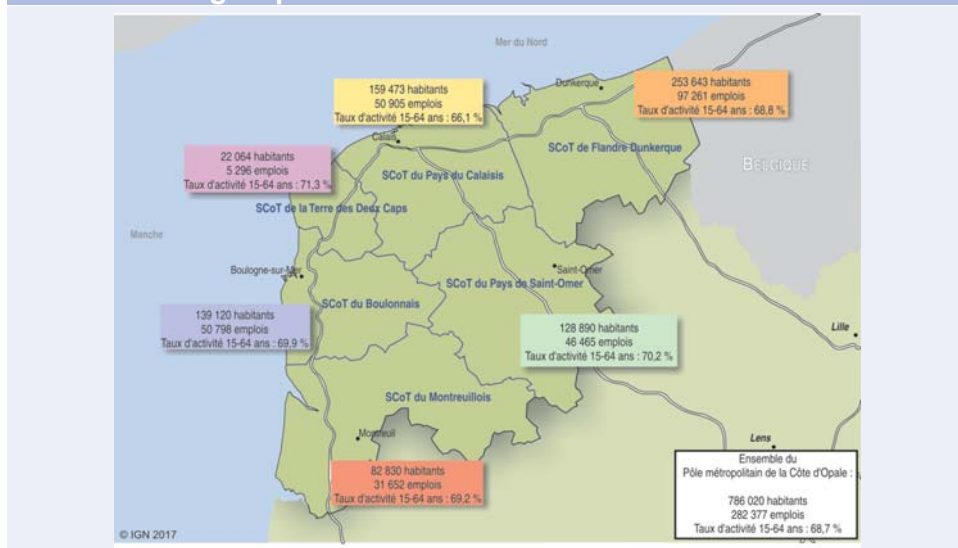
Les 373 communes du PMCO regroupent, en 2014, 786 000 habitants, soit 13 % de la population régionale. Entre 2006 et 2013, la population stagne (+ 0,06 % en moyenne annuelle) après avoir connu une croissance vive entre 1975 et 1990 (+ 0,40 % par an) avec le développement d'activités économiques majeures (Sollac Atlantique, Arc International) (figure 2). Sur la même période récente, la population des Hauts-de-France progresse de 0,18 % par an, rythme à peine plus modeste qu'entre 1975 et 1990 (+ 0,22 % l'an).

Entre 2006 et 2013, la démographie des SCoT du pays de Saint-Omer, de la Terre des deux Caps et du Calais reste dynamique (respectivement + 0,6 %, + 0,4 % et + 0,2 % par an), tandis que

celle des SCoT de Flandre-Dunkerque et du Boulonnais est à la peine (respectivement - 0,2 % et - 0,1 % l'an). Le statu quo observé dans le SCoT du Montreuillois contraste avec l'exceptionnelle croissance des six années précédentes (+ 0,9 % l'an) ; celle-ci avait été boostée par l'installation de retraités attirés par le cadre de vie, ce que la saturation du foncier tend désormais à limiter.

La contribution du solde naturel à l'évolution de la population du PMCO est à peine plus faible qu'en région (+ 0,43 % contre + 0,48 % en moyenne annuelle). Elle varie cependant de + 0,64 % dans le pays du Calais, qui est le SCoT le plus jeune, à + 0,12 % dans le Montreuillois, caractérisé par son vieillissement.

1 Six SCoT regroupant 786 000 habitants



Source : Insee, recensement de la population.

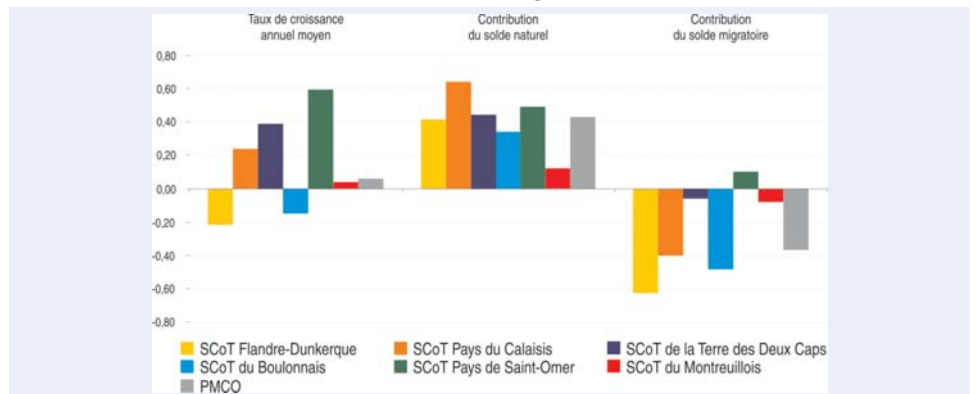
Un déficit migratoire qui touche les jeunes générations

En lien avec la recomposition du tissu productif qui s'est opérée à partir des années 1990 et les difficultés économiques des activités qui avaient contribué au développement du territoire, le déficit migratoire pénalise la croissance de la population du PMCO. Entre 2012 et 2013, le territoire a perdu quelque 3 800 habitants au titre des migrations résidentielles, soit 49 pour 10 000 habitants. La métropole lilloise est la destination choisie dans 20 % des cas ; le reste des départs s'oriente essentiellement vers les autres régions de France métropolitaine, et très minoritairement vers les territoires jouxtant le PMCO (SCoT de Flandre intérieure et d'Artois). Tous les SCoT perdent des habitants au jeu des migrations résidentielles dans leurs échanges avec l'extérieur du PMCO. Certains bénéficient toutefois d'échanges positifs avec les autres SCoT de la région, tels le pays du Calais, de Saint-Omer ou le Montreuillois, qui, à l'échelle du PMCO, font ainsi figure de territoires attractifs du point de vue résidentiel.

Le déficit migratoire avec l'extérieur du PMCO concerne particulièrement les plus jeunes, aux âges des études supérieures et jusqu'aux premières années de la vie active (figure 3). Malgré une offre universitaire bien répartie (à Boulogne-sur-Mer, Calais, Dunkerque et Saint-Omer), les départs d'étudiants pour la métropole lilloise sont nombreux et les jeunes s'orientent souvent hors du PMCO en début de vie active. Ainsi, en 2013, le nombre de départs du territoire dépasse le nombre d'arrivées de plusieurs centaines à chaque âge dès 18 ans. Le solde net des mouvements migratoires est encore de - 700 personnes pour les 25-34 ans tandis qu'il s'approche davantage de l'équilibre après cet âge. Si le déficit migratoire des jeunes populations touche l'ensemble des SCoT, ceux de Flandre-Dunkerque et du Boulonnais sont plus particulièrement concernés, concourant notamment pour 60 % au déficit migratoire des 25-34 ans. Ce mouvement contribue au vieillissement de l'ensemble du territoire, d'autant que ces déficits portent sur les populations aux

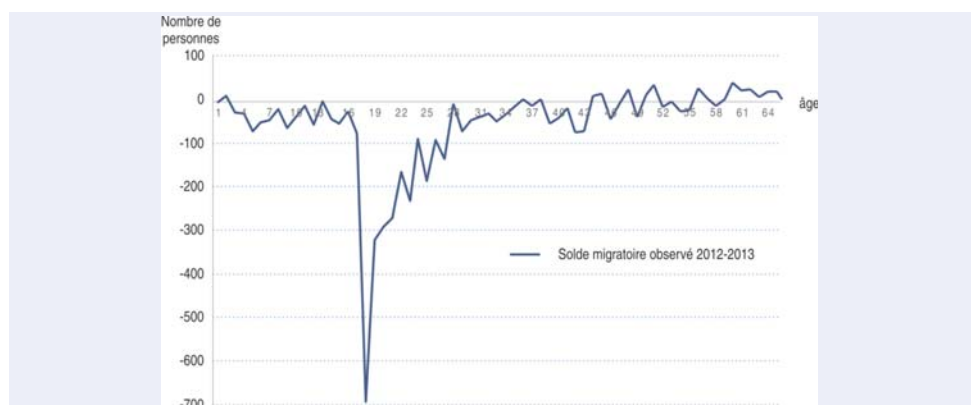
2 Un espace fortement pénalisé par les migrations

Évolution annuelle moyenne de la population entre 2006 et 2013, contributions des soldes naturels et migratoires



Source : Insee, recensement de la population 2013.

3 Un territoire fortement pénalisé par les migrations aux âges de début d'activité



Source : Insee, recensement de la population 2013.

âges de fécondité. Ainsi, la part des 65 ans ou plus est supérieure de 0,5 point dans le PMCO par rapport à celle de la région en 2013 alors qu'elle lui était inférieure de 0,9 point en 1990. À l'inverse, la part des moins de 20 ans est devenue comparable à celle de la région en 2013, alors qu'elle lui était supérieure de 1,6 point en 1990.

Des taux d'activité faibles

Ces caractéristiques démographiques se doublent de comportements d'activité en retrait par rapport aux moyennes régionales. Quelque 348 000 personnes en emploi ou au chômage résident sur le territoire, soit 12,7 % des actifs des Hauts-de-France. Le rapport au nombre de personnes en âge de travailler se situe à 69 %, soit 1,2 point de moins qu'en région. L'explication est à rechercher dans la particulière faiblesse des taux d'activité féminins au sein de chacun des SCoT, conséquence d'une activité économique

longtemps tournée vers des métiers traditionnellement masculins. Ainsi, quand le taux régional est de 65,3 % en 2013, il est de 62,1 % dans le SCoT du pays du Calais et atteint son maximum dans le SCoT du pays de Saint-Omer avec 64,5 %. Le développement plus récent de la sphère présente sur le territoire (commerces, tourisme, santé) a permis de faire décoller l'activité féminine. Le taux d'activité des femmes a de fait gagné 13 points entre 1990 et 2013, à l'unisson avec le mouvement régional. Ainsi, la population active a augmenté entre 2006 et 2013 plus vite que la population totale : + 0,28 % l'an, ce qui est toutefois moins qu'en région (+ 0,44 %). C'est sur la tranche d'âge des 25-54 ans (avec - 0,25 % par an), affectée dans la période à la fois par la progression des taux d'activité et par les fins de carrière des baby boomers, que le PMCO se démarque le plus de la tendance régionale (- 0,03 %), sous les effets conjugués du vieillissement et des migrations.